

N° DP 23/866

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA SASU "PACA WATER-SPORTS" POUR DES TERRE-PLEINS, UN PLAN D'EAU, ET DES POSTES D'AMARRAGE SITUES AU PORT DE SAINT ELME - LA SEYNE-SUR-MER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des transports,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 22/12/419 du 15 décembre 2022, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port de Saint Elme,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté Président n° 20/95 du 30 juillet 2020 portant règlement de police du port de Saint Elme,

VU l'avis de mise en concurrence publié le 20 février 2023,

VU le compte rendu d'attribution du 22 mai 2023,

VU le projet de Convention annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a publié un avis d'appel à candidatures relatif aux autorisations d'occupation temporaire de terre-pleins, de surfaces de plans d'eau et de postes d'amarrage sur le domaine public portuaire de Saint Elme, commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que la commission d'attribution qui s'est réunie le 22 mai 2023 a attribué le lot n°2 à la SASU « PACA WATER-SPORTS »,

CONSIDERANT qu'il a donc été accordé à la SASU « PACA WATER-SPORTS » l'occupation de « Un terre-plein pour l'installation d'une structure d'accueil démontable, une surface de plan d'eau pour l'installation d'un ponton flottant d'accueil et deux postes d'amarrage » pour des activités nautiques de loisir et pour une durée de trois ans qui ne pourra, en tout état de cause, excéder le 31 décembre 2025,

CONSIDERANT que le bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance calculée et révisée annuellement selon les tarifs d'outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage votés pour le port de Saint Elme,

CONSIDERANT qu'il convient de définir les conditions et modalités de cette autorisation d'occupation par le biais d'une convention d'occupation temporaire délivrée à titre précaire et révocable,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER avec la SASU « PACA WATER-SPORTS », une convention d'occupation temporaire d'une partie du domaine public du port de Saint Elme, commune de La Seyne-sur-Mer, dans les conditions qui y sont définies.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget des ports métropolitains BA 15, sur l'opération de Saint Elme OP 34000, article 7083.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

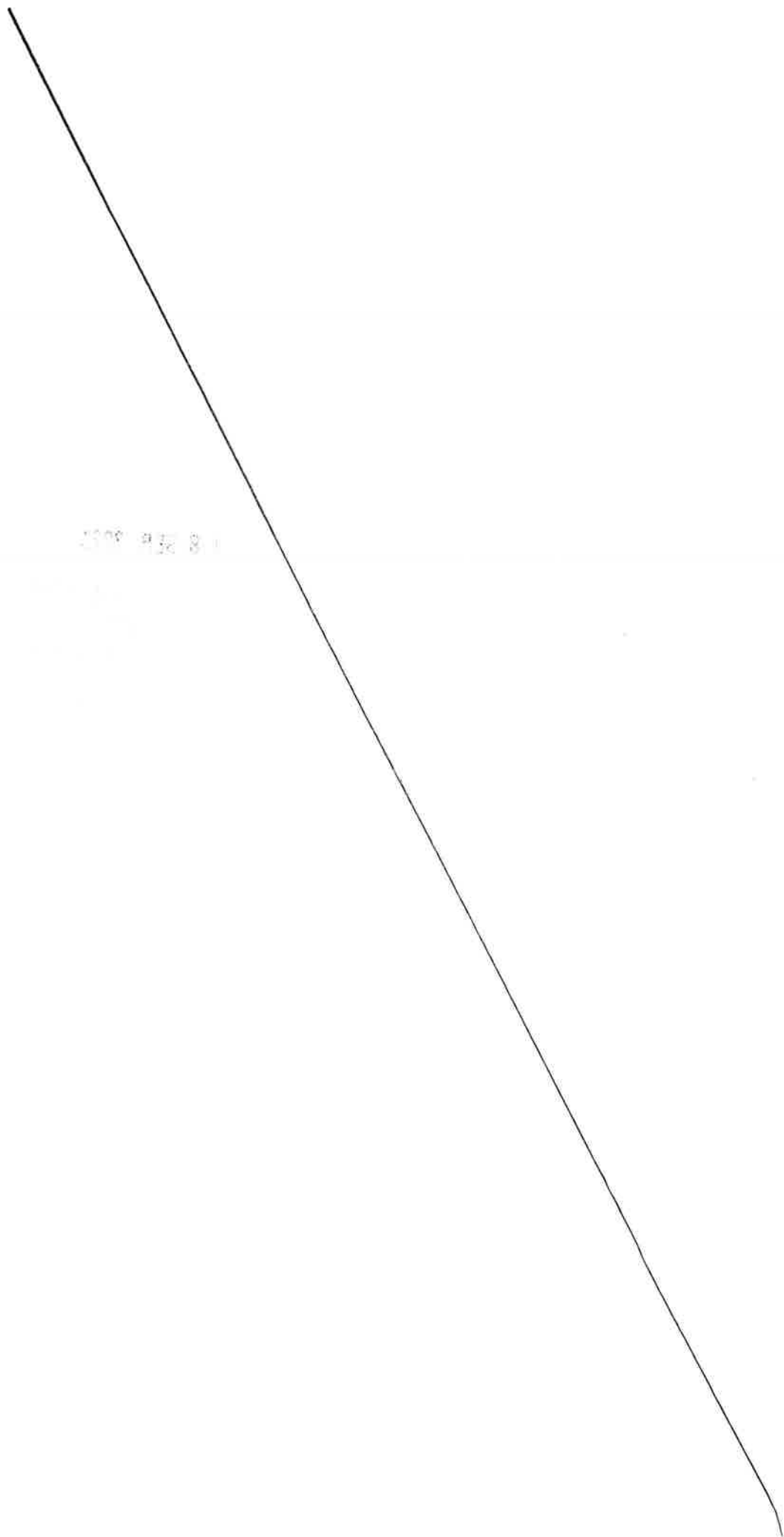
Fait à Toulon, le **18 SEP. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes.



1998 912 81

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE
A LA SASU « PACA WATER-SPORTS »**

**TERRE-PLEIN, PLAN D'EAU, ET POSTES D'AMARRAGE
SITUÉS AU PORT DE SAINT ELME
- LA SEYNE-SUR-MER -**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 | 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la Décision du Président n°..... en date du

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

La SASU « PACA WATER-SPORTS », domiciliée 219 bis rue Pasteur 30600 VAUVERT et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nîmes sous le numéro 819 391 707, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART

Exposé préalable :

La Métropole TPM a lancé un appel à candidatures, du 20 février au 20 mars 2023, pour l'exploitation de terre-pleins, de surfaces de plan d'eau et de postes d'amarrage situés sur le domaine public du port de Saint Elme. La commission d'attribution, qui s'est réunie le 22 mai 2023, a attribué le Lot n°2 « Un terre-plein pour l'installation d'une structure d'accueil démontable (20m² maximum), une surface de plan d'eau pour l'installation d'un ponton flottant d'accueil (20m² maximum) et deux postes d'amarrage, à la SASU PACA WATER-SPORTS.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Métropole TPM confie au bénéficiaire, qui l'accepte, l'aménagement et l'exploitation de ce terre-plein, de ce plan d'eau et des deux postes d'amarrage.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La **SASU « PACA WATER-SPORTS »**, représentée par Monsieur Grégory CAVALLINI, Président, domiciliée 219 bis rue Pasteur 30600 VAUVERT et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nîmes sous le numéro 819 391 707, est autorisée à occuper, aux seules fins d'exploitation de l'activité « enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs » sur le domaine public portuaire de Saint Elme et selon le plan joint :

« Lot n°2 » :

- Un terre - plein de 20m² maximum pour l'installation d'une structure d'accueil démontable,
- Une surface de plan d'eau de 20m² maximum pour l'installation d'un ponton flottant d'accueil,
- Deux postes d'amarrage : pour un bateau de dimensions maximales de 9 mètres de longueur hors tout, de 3,4 mètres de largeur et un tirant d'eau de 0,50 mètres et pour un bateau de dimensions maximales de 6 mètres de longueur hors tout, de 2,7 mètres de largeur et un tirant d'eau de 0,50 mètres.

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **3 ans**, et jusqu'au **31 décembre 2025** maximum.

Cette durée est, entre autres, conditionnée à l'envoi, chaque année, à la Métropole TPM - Hôtel de la Métropole - Direction des ports – Capitainerie du port de Saint Elme - 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9 :

- **d'un extrait Kbis,**
- **des attestations d'assurance à jour (RC et navire),**
- **des cartes de circulation des navires ou certificats d'enregistrement appartenant au bénéficiaire,**
- **d'un rapport d'activité et financier de l'année écoulée,**

D'autre part, l'activité commerciale étant essentiellement saisonnière, le bénéficiaire signalera également, les **dates de début et de fin d'occupation prévues**.

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

La présente mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance établie aux conditions des « tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage » du port de Saint Elme.

Cette tarification est révisée annuellement par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

- **Terre-pleins et plan d'eau :**

La redevance, détaillée ci-après, s'élève pour l'année 2023, à **810,79 € TTC** (huit cent dix euros soixante-dix-neuf centimes) :

Titre A-IV.1 : - Terre-pleins nus à vocation commerciale - 89,17 € TTC / m² / an rapporté sur 4 mois (du 1^{er} juin au 30 septembre 2023) soit 594,46 € TTC

- Plan d'eau : 20 m² à 32,45 € TTC / m² / an rapporté sur 4 mois soit 216,33 € TTC

- **Postes d'amarrage :**

Ils feront l'objet d'une autorisation annuelle spécifique, jointe en Annexe et faisant partie intégrante de la présente convention, qui fixe les conditions d'occupation des navires ainsi que le montant de la redevance, en relation avec la surface effectivement occupée,

Pour l'année 2023 cette redevance est calculée selon un « Terme variable », soit à quai, qui s'élève à 62,59 € TTC / an pour un poste à quai, ou à 38,94 € TTC / an pour un poste au mouillage, multipliée par la surface d'occupation réelle maximum du navire en m² (Longueur x largeur), auquel s'ajoute une redevance forfaitaire, dite « Terme fixe », d'un montant de 308,64 € TTC / an.

L'attribution du poste d'amarrage est, notamment, soumise à la remise annuelle de documents (Extrait Kbis, rapport annuel d'activité, carte de circulation du navire et assurance), comme mentionné à l'article 2, et au paiement de la redevance associée aux dimensions du navire.

3-2) Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Capitainerie du port de Saint Elme dans un délai maximum de vingt jours suivant la réception de la facture.

Dans le cas d'un règlement par chèque, celui-ci devra être libellé à l'ordre de la « régie de recettes du port de Saint Elme ».

Dans le cas d'un règlement par virement, celui-ci devra être versé sur le compte de la régie de recettes prolongée métropolitaine du port de Saint Elme » dont le numéro de compte est précisé sur la facture.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard ; les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

En cas d'occupation par le bénéficiaire des dépendances du domaine public de la Métropole TPM après la fin de l'autorisation, quel qu'en soit le motif, la redevance reste due pour la durée d'occupation, à titre d'indemnité pour la Métropole, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par cette dernière ni des poursuites qui pourront être engagées, également par cette dernière, à son encontre.

En cas de non-paiement de la redevance échue par le bénéficiaire, la Métropole TPM pourra également procéder à son expulsion sans que les offres ultérieures de payer les redevances échues ne puissent arrêter l'effet de cette mesure.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police, ...

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicable au port de Saint Elme ainsi qu'à la réglementation de la navigation et de la pratique des sports nautiques en cours sur la commune de la Seyne-sur-Mer.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement ou pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole TPM se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

L'occupant ne peut, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du local mis à disposition. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnités.

4-2) Conditions particulières

- Le bénéficiaire est autorisé à implanter sur la grève une structure préfabriquée, légère, précaire, démontable, dont tous les éléments sont traités contre le feu. Les matériaux devront être conformes à toutes les directives municipales liées à l'environnement et aux nuanciers autorisés.
- Le bénéficiaire n'est pas autorisé à modifier de quelque manière que ce soit la nature du sol, à procéder à une quelconque excavation ou y fixer à demeure un objet ou une installation, à l'exception des lests de maintien.
- L'implantation de la structure s'effectuera sous les directives de l'Autorité Portuaire.
- L'utilisation de mobiliers avec support publicitaire, n'est pas autorisée.
- Le bénéficiaire est tenu de veiller au respect des règles de navigation durant l'exercice de son activité et en particulier à celles concernant la limitation de la vitesse maximale sur le plan d'eau intérieur à trois (3) nœuds et à cinq (5) nœuds dans la zone des 300 mètres ainsi qu'au respect des zones de balisage conformément aux arrêtés préfectoraux en vigueur réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de la Seyne-sur-Mer.

4-3) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le bénéficiaire s'engage à :

- Trier et éliminer l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur, les consignes de tri mises en place sur le site et engager une démarche de réduction des déchets à la source.
 - Ne rejeter aucune eau polluée et aucun déchet dans les eaux portuaires.
 - Rationnaliser les usages de l'eau (notamment au niveau des lavages de bateaux) avec des équipements performants en matière de consommation d'eau et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
 - Entretenir régulièrement ses équipements pour garantir une consommation en énergie maîtrisée et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
 - Utiliser des produits de lavage écolabellisés.
 - Sensibiliser ses clients aux bonnes pratiques écoresponsables dans le port et en mer.

4-4) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux ainsi que les charges liées au fonctionnement de son activité (abonnements en électricité, eau, ...).

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter, à ses frais, toutes dépenses, quel que soit leur coût, nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

4-5) Usage de l'occupation

La présente autorisation est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne peut céder son droit d'exploiter le domaine public de la Métropole TPM sous peine de résiliation immédiate.

En cas de transfert à un tiers, le bénéficiaire demeure personnellement responsable des conséquences de l'occupation par le tiers, quelle que soit la forme (cession, location...) et les modalités (caractère gratuit ou non notamment).

4-6) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut en aucun cas être recherchée pour quelle que cause que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers et notamment contre les risques d'incendie et de vandalisme.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions nécessaires pour résilier, en temps utile, les polices souscrites, de sorte que la Métropole TPM ne soit pas sollicitée pour assurer la continuité de ces contrats après l'expiration de la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

7-1) Résiliation à la demande du Bénéficiaire

L'autorisation peut être résiliée à la demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

7-2) Abrogation de l'arrêté pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non paiement de la redevance échue, et ce dès le premier terme ;
- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non usage des biens pendant une durée de six (6) mois consécutifs ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;
- occupation partielle ou totale des installations par un tiers.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-3) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration

comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

ARTICLE 8 – EXECUTION

Le Président de la Métropole TPM sera chargé de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Toulon, le

Fait en trois exemplaires

Pour la SASU « PACA WATER-SPORTS »
Le Président

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Grégory CAVALLINI

Jean-Pierre GIRAN

**PORT DE SAINT ELME
AUTORISATION D'OCCUPATION – POSTE D'AMARRAGE
ANNÉE 20...**

ARTICLE 1 : OBJET

La présente autorisation a pour objet la mise à disposition d'un poste d'amarrage exclusivement destiné au stationnement du navire à flot, dont les caractéristiques sont mentionnées ci-après.

@PROPLGCIV @PROPPREN @PROPONOM demeurant à @PROPADR1, @PROPADR2, @PROPCP @PROPVILLE, propriétaire du bateau «@BATNOM», dont les caractéristiques sont détaillées à l'article 2, est autorisé à occuper l'emplacement N°@EMPLACE indiqué par le bureau du port, qui se réserve le droit, en cas de nécessité, d'en modifier à tout instant la localisation ***et d'en assurer en cas de besoin le déplacement.***

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU BATEAU

La présente autorisation d'occupation temporaire est délivrée pour l'amarrage du bateau «@BATNOM», dont les caractéristiques sont les suivantes :

Immatriculation : @BATIMMAT	Type : @BATTYPE
Longueur hors tout : @BATLONG	Largeur : @BATLARG
Tirant d'eau : @BATTIRDEAU	N° Francisation : @BATACTENUM
Assurance : @BATASSUR	N ° de police : @BATPOLICE
Echéance : @DFINASS	
NOM - PRENOM du gardien local du bateau : @GARDNOM - @GARDTEL @GARDGSM	
Adresse @GARDADR1 @GARDADR2 @GARDCP @GARDVILLE	
@GARDTEL @GARDGSM@GARDEMAIL	

ARTICLE 3 : DURÉE ET MONTANT DE LA REDEVANCE

La mise à disposition d'un poste d'amarrage est consentie, du @CONTDEB au @CONTFIN et aux conditions tarifaires approuvés par délibération n° 22/12/419 du 15/12/2022 (tarification 2023 du port de Saint Elme en vigueur pour l'année 2023 – REDEVANCES DE STATIONNEMENT ET D'AMARRAGE – article A II/2 sous-catégorie « autres activités commerciales telles que mentionnées dans le plan d'affectation du port » pour @CONTMNT euros.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'AUTORITE PORTUAIRE

L'Autorité Portuaire, représentée par le bureau du port, assure au bénéficiaire, la jouissance d'un emplacement permettant au navire répondant aux caractéristiques définies à l'article 2 de stationner dans le port de Saint Elme. Toutefois, l'Autorité Portuaire se réserve le droit de modifier l'emplacement primitivement dévolu au cours de l'exécution du présent arrêté (pour des raisons de sécurité, d'exécution de travaux d'aménagement ou d'entretien, ou de manifestations nautiques dans l'enceinte portuaire). Dans ce cas, l'Autorité Portuaire, représentée par le bureau du port, fournira au bénéficiaire un autre emplacement susceptible d'accueillir le navire correspondant aux caractéristiques définies à l'article 2. Par ailleurs, l'Autorité Portuaire met à la disposition du bénéficiaire les ouvrages nécessaires à l'amarrage de son navire.

Aucun gardiennage n'est assuré par l'Autorité Portuaire.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire déclare accepter les conditions de la présente autorisation, et déclare avoir pris connaissance du Règlement Général de Police dans les Ports maritimes de commerce et de pêche instauré par le Décret n°2009-877 du 17 juillet 2009, du Règlement Particulier de Police du port et du règlement général d'exploitation applicables au port de Saint Elme et s'y conformer.

5.1. Paiement de la redevance :

La présente mise à disposition est consentie moyennant le versement par le bénéficiaire d'une redevance définie à l'article 3 conformément aux tarifs en vigueur votés par l'Autorité Portuaire.

Cette redevance est décomposée comme suit :

- **un terme fixe**
- **un terme variable**, fonction de la surface du bateau (€/m²). Il est précisé que pour les occupations d'une durée inférieure à une année civile, le terme variable est proratisé à la durée mentionnée dans l'autorisation d'occupation du domaine public attribuée au commerçant.

Elle est due et reste acquise à l'Autorité Portuaire dans son intégralité, sans remboursement, déduction ou reprise, quels que soient la gêne, diminution ou restriction d'usage, changement d'emplacement, imputables ou occasionnés directement ou indirectement du fait de chantier et travaux portuaires ayant pu être imposés au bénéficiaire, Elle couvre l'utilisation du poste d'amarrage, et non les autres prestations pouvant être fournies par l'Autorité Portuaire qui seront facturées séparément selon les tarifs en vigueur.

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la capitainerie du port de Saint Elme dans un délai maximum de vingt jours suivant la réception de la facture. Le règlement par virement ou le chèque devra être émis obligatoirement au nom du titulaire de l'autorisation à l'ordre de la régie de recettes prolongée métropolitaine du port de Saint Elme.

5.2. Entretien du navire et des ouvrages :

Tout navire séjournant dans le port doit être en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité et disposer ainsi d'une totale autonomie. Le bénéficiaire s'engage à installer des défenses molles en nombre et dimension suffisants, et à s'amarrer sur les organes d'amarrage prévus à cet effet.

Le bénéficiaire ne saurait se prévaloir de l'état des installations portuaires pour se soustraire en tout ou partie à l'exécution de ladite obligation. Si l'Autorité Portuaire venait à constater l'inexécution de cette obligation d'entretien, ainsi qu'un risque pour le navire et/ou pour la sécurité des usagers, celle-ci pourra également mettre en demeure le bénéficiaire de procéder aux travaux nécessaires dans un délai fixé en fonction de l'urgence et des risques encourus.

A défaut d'exécution dans le délai imparti, l'Autorité Portuaire sera habilitée à procéder à l'enlèvement du navire et à son stationnement sur terre-plein jusqu'à complète réalisation des travaux nécessaires à sa remise en état d'entretien et de flottabilité. Les dépenses générées par ces opérations d'enlèvement et de mise en demeure seront intégralement à la charge du bénéficiaire.

Après expiration de l'autorisation d'amarrage en cours, le bénéficiaire qui n'aurait pas justifié avoir réalisé les travaux de remise en état d'entretien et de flottabilité et dont le navire se trouve toujours sur terre-plein, verra son autorisation immédiatement résiliée et se verra facturer des frais de stationnement sur terre-plein suivant la tarification applicable au titre de la nouvelle année civile débutant après expiration de son autorisation d'amarrage.

5.3. Obligation d'assurance :

Le bénéficiaire doit justifier, par la délivrance de ses attestations d'assurance en cours de validité pour la durée de la présente, de sa couverture en matière de :

- Dommages causés aux ouvrages du port,
- Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès,
- Dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

Le bénéficiaire devra présenter, lors de la souscription et du renouvellement du présent arrêté, tout document nécessaire à justifier de l'exécution de son obligation d'assurance.

5.4. Conditions d'utilisation du poste d'amarrage :

Le bénéficiaire s'engage à n'occuper strictement que l'emplacement désigné par le bureau du port, cet emplacement ne peut être ni sous-loué, ni cédé.

Le bénéficiaire doit effectuer auprès du bureau du port une déclaration écrite pour toute absence de plus de deux jours et signaler son retour quarante-huit heures avant sa date présumée de retour. Faute de quoi, au troisième jour d'absence, le bureau du port considérera le poste comme libéré et en disposera. Son bénéficiaire n'en disposera qu'après sa libération par les soins du bureau du port. La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le navire du bénéficiaire, sont assurées par le bureau du port, au profit notamment d'usagers de passage ou en escale.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas nuire aux intérêts du port et à ceux des autres usagers.

5.5. Transfert de propriété du navire :

Le bénéficiaire s'engage à signaler immédiatement la vente de son navire à l'Autorité Portuaire. La vente du bateau sans remplacement de celui-ci, entraîne immédiatement la perte de cette mise à disposition d'amarrage. La vente du bateau, suivie d'une nouvelle acquisition, entraîne l'élaboration d'une nouvelle autorisation d'amarrage, sous réserve d'une information préalable du bureau du port sur ce changement et des possibilités d'accueil dans la catégorie du nouveau bateau, l'Autorité Portuaire ne pouvant garantir l'affectation de poste sur des catégories différentes.

Le droit d'utilisation du poste d'amarrage ne pourra être transmis accessoirement à la propriété du navire.

5.6. Obligation de gardiennage :

Le bénéficiaire s'engage à assurer ou faire assurer le gardiennage de son bateau et la surveillance de ses amarres, notamment en cas de coups de vent annoncés, celles-ci devant être de dimension suffisante et correctement protégées contre le ragage.

L'Autorité Portuaire, considérant qu'une autorisation de mise à disposition d'un ouvrage ne vaut pas contrat de gardiennage :

- décline toute responsabilité pour tout vol et (ou) disparition du bateau ou d'objets se trouvant à bord,
- ne peut être tenu pour responsable de la bonne conservation du bateau dans son ensemble,

ARTICLE 6 : RENOUVELLEMENT

Toute autorisation d'amarrage est annuelle, valable pour l'année civile en cours, elle ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Toute demande pour l'année suivante doit obligatoirement faire l'objet d'un courrier, adressé à la Métropole TPM – Direction des Ports – Bureau du port de @NOMPORT- Hôtel de la Métropole – 107, boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9, avant le 31 octobre de l'année en cours. Il stipulera les caractéristiques du bateau (certificat d'enregistrement et assurance) et, éventuellement, les projets de changement (vente, acquisition nouvelle) et devra être accompagné d'un **extrait K-bis** et d'un **rapport d'activité annuel**.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

La présente autorisation étant une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, elle est susceptible d'être résiliée à tout moment par l'Autorité Portuaire, moyennant remboursement au prorata temporis de la redevance visée à l'article 3.

Le bénéficiaire pourra renoncer à la présente autorisation à tout moment par courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Direction des Ports – Capitainerie du Port de Saint Elme - Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9. A l'exclusion de l'alinéa ci-dessus et de l'article 5.5, la redevance visée à l'article 2 est acquise de plein droit et dans sa totalité à l'Autorité Portuaire en raison de son caractère forfaitaire.

En cas de fausses déclarations ou non-respect des clauses de ladite autorisation, l'Autorité Portuaire est fondée à :

- annuler la présente autorisation immédiatement et unilatéralement sans préavis ni indemnité par simple injonction écrite et motivée.
- exiger le départ immédiat du bateau.
- procéder au déplacement du bateau, aux frais, risques et périls du bénéficiaire, si dans un délai de trois jours après notification de la résiliation, ce dernier se maintient sur place.
- le bénéficiaire sera par ailleurs redevable envers l'Autorité Portuaire de la redevance de stationnement et d'amarrage pendant toute la durée de séjour de son bateau dans le port.

ARTICLE 8 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à toutes les prescriptions particulières, notamment celles portant sur le changement en cours d'année du lieu d'implantation, ou générales qui pourraient lui être données par les agents de l'Autorité portuaire. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation d'occupation temporaire.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Dans ces éventualités, le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudice commerciaux.

ARTICLE 9 – RECOURS

La présente autorisation peut faire l'objet soit d'un recours administratif adressé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux passé devant le Tribunal Administratif de Toulon, accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

Plan des AOTs activités nautiques



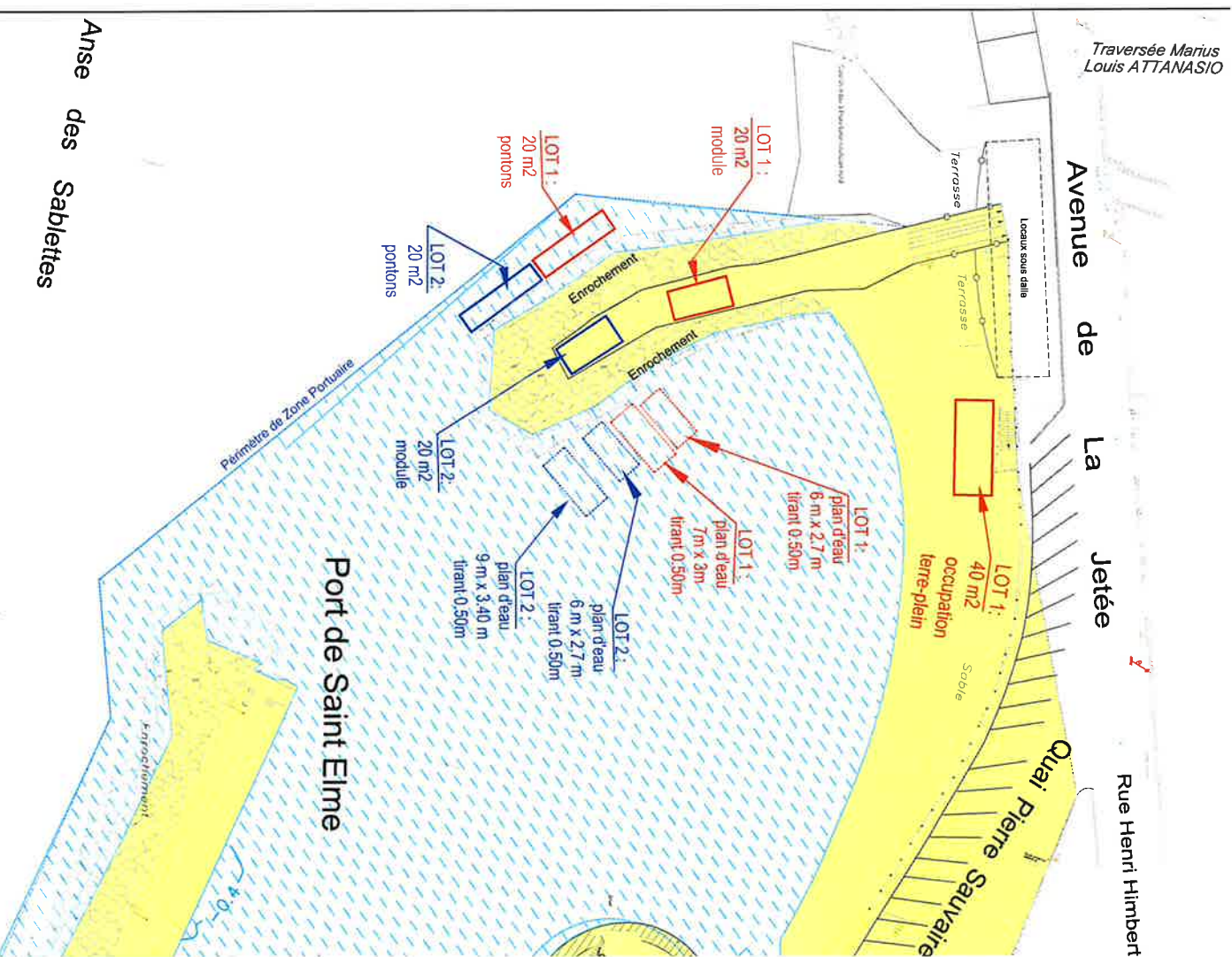
AOTs

CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 09 - Tél. : +33 (0)4 94 93 83 00 E-mail : Contact@meiropoletpm.fr

Date : 08 02 2023

Toulon le : 08 02 2023

Toulon le : 08 02 2023



Anse des Sablettes

Annexe I : Plan de situation

